

Gilbert, Dale, *Vivre en quartier populaire. Saint-Sauveur, 1930-1980* (Québec, Septentrion, 2015), 334 p.

Gilles Lauzon

Volume 69, Number 4, Spring 2016

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1036520ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1036520ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (print)

1492-1383 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Lauzon, G. (2016). Review of [Gilbert, Dale, *Vivre en quartier populaire. Saint-Sauveur, 1930-1980* (Québec, Septentrion, 2015), 334 p.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 69(4), 98–101. <https://doi.org/10.7202/1036520ar>

La pratique de la nutrition est traversée par des rapports de pouvoir, notamment entre les hommes médecins et les femmes diététistes (comme les travaux de Nadia Fahmy-Eid [Fides 1997] l'ont indiqué). Or, ils figurent un peu comme un angle mort de l'analyse de Durand. Elle insiste sur le rôle des discours nutritionnels dans le maintien des structures et hiérarchies de genre, mais aborde peu les enjeux de pouvoir liés au processus de professionnalisation de la nutrition. Par exemple, médecins, infirmières et nutritionnistes occupent des espaces professionnels communs sans que leurs positions différentes dans ces espaces ne soient nécessairement soulignées. Cela dit, en dressant le portrait des changements d'habitudes alimentaires des milieux populaires et celui des discours d'experts gagnant en crédibilité et en influence, cet ouvrage explore une facette méconnue de l'histoire de la santé au Québec et constitue un apport à la fois en histoire du travail et en histoire des femmes. Bien ancré dans l'historiographie, il représente aussi une contribution aux réflexions sur la perméabilité des sphères privée et publique, que permet d'observer un thème tel que la nutrition.

MARILYNE BRISEBOIS

Département d'histoire

Université Laval et Université d'Angers

Gilbert, Dale, *Vivre en quartier populaire. Saint-Sauveur, 1930-1980* (Québec, Septentrion, 2015), 334 p.

L'ouvrage de Dale Gilbert porte sur la vie de quartier et sur la culture urbaine, en milieu populaire québécois, avant et après la transition vers une modernité nouvelle, les années 1950 constituant une décennie charnière. Une thèse de doctorat a précédé le livre, l'histoire orale étant au cœur de la démarche de recherche. Trente entrevues ont été menées auprès de personnes ayant vécu longtemps dans Saint-Sauveur. Le premier chapitre porte sur le corpus des personnes rencontrées ainsi que sur l'histoire, la démographie et la géographie de Saint-Sauveur et de ses paroisses. La source principale et le champ de recherche sont ainsi bien campés. De nombreuses sources d'archives ont également été mises à contribution, incluant les photographies anciennes dont près de soixante-dix illustrent le livre.

Cinq «champs de pratiques du quartier» ont été abordés au cours des entrevues – habiter, travailler, consommer, se divertir et s’entraider – tandis que les thèmes retenus pour les quatre grands chapitres thématiques du livre (outre le chapitre de présentation déjà mentionné) abordent ces mêmes réalités sous les angles plus spécifiques de la vie de quartier et de la culture urbaine. Ce sont [chapitre 2] les trajectoires résidentielles, [3] la consommation, les loisirs et la vie associative vus à travers les déplacements à pied puis en voiture, [4] les sociabilités, à commencer par les relations familiales, et [5] la paroisse en tant que milieu privilégié de sociabilité et cadre identitaire. En clair, pour de nombreux anciens de Saint-Sauveur, le quartier vécu coïncidait d’abord et avant tout avec la paroisse. Chaque chapitre couvre les deux grands temps couverts par l’étude.

L’auteur met au jour une vie urbaine ouvrière – je risque l’expression – observable au cours des années 1930 et 1940 et, jusqu’à un certain point, pendant les années 1950. Les lieux de cette vie urbaine étaient multiples, à commencer par les cuisines où l’on recevait surtout les membres de la proche parenté habitant à proximité, en passant par les galeries et leurs cordes à linge, les pas de porte, les perrons et balcons, les trottoirs, les commerces, services et lieux de loisir de son coin et du centre de la paroisse, et encore les trottoirs vers d’autres milieux fréquentés à pied. Il faut vraiment lire l’ouvrage pour découvrir toute la richesse et la densité de cette vie urbaine, vue de l’intérieur. Les notions de proximité, de sociabilité – au pluriel comme au singulier –, et d’interconnaissance sont des maîtres-mots de la réalité observée et conceptualisée.

Au cours des années 1960 et 1970, alors que le milieu connaissait diverses transformations dont certaines liées aux opérations de *rénovation urbaine*, le quartier administratif prenait de l’importance. De nouvelles formes d’entraide collective y apparaissaient même grâce aux comités de citoyens, bien que la vision de quartier défavorisé qu’ils véhiculaient s’avérait peu attractive pour plusieurs. Entretemps, la vie urbaine ouvrière antérieure s’étiolait. Les très denses sociabilités de proximité que l’on connaissait avant l’automobile, le téléphone et la télévision, avant le développement des nouvelles banlieues et la désindustrialisation, avant le nécessaire filet social étatique, avant l’affaiblissement des réseaux familiaux, des pratiques religieuses et de l’encadrement paroissial, les sociabilités de proximité, donc, s’affaiblissaient jusqu’à un changement qualitatif profond.

Les sources orales comme les autres laissent bien sûr place à l’interprétation, en particulier en matière de conditions socio-économiques. À

partir des entrevues et des statistiques disponibles, l'auteur affirme qu'au cours des années 1930 et 1940 «[L]e quartier est essentiellement peuplé de ménages de statuts modestes [...] avec tout de même une frange plus aisée [...]» (p. 160). Au cours des années 1960 et 1970, «Saint-Sauveur demeure [...] un quartier de statut socioéconomique modeste malgré la hausse générale du niveau de vie» (p. 201). Bien qu'il soit question de pertes d'emplois et de nouveaux types de ménages cherchant des logements à bon marché, la «modestie» apparaît comme un élément de continuité, au même titre que le profil francophone et catholique du quartier. Dans le quartier ouvrier montréalais de Pointe-Saint-Charles, une analyse fondée sur les listes nominatives du recensement de 1921 m'ont plutôt amené à mettre en lumière d'importantes disparités quant aux revenus des ménages, et ce, à l'intérieur même de la classe ouvrière. De plus, en tenant compte de la hausse généralisée du pouvoir d'achat après la Seconde Guerre mondiale, je crois qu'il faut franchement parler d'appauvrissement des quartiers ouvriers ou populaires anciens.

Certains constats de l'auteur concernant les logements m'amènent à un autre questionnement du même ordre. «Très tôt dans leur vie, les résidents du quartier sont ainsi confrontés à l'exiguïté et à l'entassement», souligne l'auteur (p. 58) après avoir noté qu'un nombre important d'enfants devaient partager leur chambre dans leur jeunesse. Il était courant en effet, à Montréal comme à Québec, que des familles ouvrières occupent des logements comprenant une chambre pour les parents, une chambre pour les filles et une pour les garçons, en plus d'une ou deux pièces de jour. Faut-il parler pour autant d'entassement? Une dame du corpus nous informe: «Les gens d'la classe ouvrière là, on s'couchait plus que deux par chambre. Pis c'tait comme ça, on était heureux comme ça.» (p. 58) Je présume en revanche que lorsqu'on ne disposait que de deux chambres pour neuf personnes, comme pendant une certaine période dans la vie d'un autre intervenant, on en souffrait. Il s'agissait certainement en ce cas d'une situation misérable et anormale en regard des standards de l'époque et du milieu.

Ces questions des perceptions, celles des acteurs historiques comme celles des chercheurs, constituent, je crois, de bons sujets à débats et à échanges. Je lance aussi une question plus légère à l'auteur. Se peut-il que l'on soit passé dans le langage courant de «quartier ouvrier» à «quartier populaire» pendant le passage d'une période à l'autre?

Grâce à son approche originale, *Vivre en quartier populaire* porte un regard inédit – pour reprendre l’heureuse expression de la quatrième de couverture –, profond et fort éclairant sur la vie de quartier et sur la culture urbaine, bref sur la vie urbaine, dans un quartier ouvrier/populaire transformé en profondeur au milieu du XX^e siècle. J’oserais dire qu’il nous donne d’abord à voir de l’intérieur une certaine vie urbaine quasi disparue. On pourrait en tirer des leçons utiles pour la revitalisation urbaine actuelle, à Montréal comme à Québec ou dans d’autres villes, d’un point de vue tant social qu’urbanistique.

GILLES LAUZON
Historien indépendant

Laporte, Gilles, *Brève histoire des patriotes* (Québec, Septentrion, 2015), 361 p.

Cette brève histoire des patriotes est une mise en récit, par l’héritier on ne peut plus pro-actif de Jean-Paul Bernard, de la somme de connaissances présentée géographiquement et régionalement dans son ouvrage *Patriotes et Loyaux. Leadership régional et mobilisation politique en 1837 et 1838* (2004). En bonne partie, la force du présent ouvrage réside dans la reconnaissance d’une mobilisation politique singulièrement plus large que celle à laquelle l’historiographie a habitué historiens et lecteurs d’histoire. Gilles Laporte a ainsi tiré 16 portraits régionaux et repris une cinquantaine de courtes biographies des acteurs présentées dans des encarts au fil du récit. Les travaux de Laporte sur l’extension géographique du mouvement patriote ont permis, par exemple, de voir plus concrètement la toile organisationnelle des Comités permanents, de comtés et de correspondance.

L’idée d’utiliser le terme « patriote » pour inclure les citoyens qui depuis 1791 promeuvent des institutions démocratiques a l’intérêt de faire voir la profondeur historique du mouvement; elle a ses limites quand on voit affirmer leur réclamation d’une « éducation gratuite et obligatoire » (p. 11) avec la loi de 1829 dont Jean-Pierre Proulx a fait voir toutes les nuances. L’auteur établit enfin clairement la différence entre la radicalité du projet indépendantiste de la résistance de 1837 au Bas-Canada et celle de l’insurrection de 1838 à partir des États orientaux des États-Unis menée par les patriotes en exil. Il précise avec raison que les patriotes ne cherchent pas le gouvernement responsable au sens de La Fontaine,